

Appel de Strasbourg (I)

Au moment où les trois Universités de Strasbourg, de leur propre initiative, se rassemblent pour former le plus grand établissement universitaire de France, nous, chercheurs, enseignants-chercheurs et personnels de la nouvelle Université de Strasbourg et des organismes de Recherche, lançons un appel solennel au Gouvernement et aux Ministères dont nous dépendons, pour qu'ils mettent fin à leur entreprise aveugle de destruction de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Scientifiques, nous ne sommes en aucun cas hostiles à une réforme concertée. Au lieu de cela notre Gouvernement prend prétexte d'une prétendue urgence pour faire l'économie de la réflexion et du débat. Il persiste à nier notre expertise et nos propositions - celles faites, par exemple, lors des États Généraux de la Recherche en 2004 ont été largement ignorées. Il ne respecte pas la collégialité des décisions en usage dans notre communauté depuis fort longtemps. Nous tenons à rappeler que le développement des connaissances et la transmission des savoirs sont les missions fondamentales de l'Université : elles ne sauraient être soumises à des considérations uniquement utilitaires, ni être mises en cause au nom de l'harmonisation européenne et d'un modèle entrepreneurial inadapté aux exigences universitaires.

La réforme LMD (Licence-Master-Doctorat) a conduit à une refonte complète des cursus dont le bilan n'a pas été tiré. La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) instaure une "présidentialisation" excessive du pouvoir dans les Universités. Des organismes de Recherche comme le CNRS ou l'INSERM sont démantelés. Les IUT - dont personne ne contestait l'efficacité - sont menacés. Certaines bourses attribuées au mérite sont supprimées sans aucune explication. Les nouveaux contrats doctoraux ne masquent pas la misère des moyens. Et voici que le Ministère de l'Enseignement Supérieur rend public un projet de décret qui modifie d'une manière fondamentale le statut des enseignants-chercheurs en privant ceux-ci de leur indépendance intellectuelle. Voici que les Ministres de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Supérieur exigent un bouleversement de la formation et du recrutement des enseignants du secondaire dans un texte bâclé, confus et autoritaire, instituant des masters "*métiers de l'enseignement*" dans des délais irréalistes et dans des conditions qui affaibliront sensiblement la qualité de la formation des futurs professeurs, tout en rendant celle-ci plus longue et plus coûteuse pour les étudiants : l'année de stage rémunérée est supprimée. Voici enfin que les valeurs républicaines et laïques sont remises en cause par la reconnaissance internationale, à l'initiative de notre Ministère des Affaires Étrangères, des diplômes délivrés par les Instituts catholiques.

Les moyens promis ne suivent pas et les réductions de postes se confirment. L'objectif commun à toutes ces "réformes" menées dans la précipitation et sans concertation, est de permettre des économies à court terme, sans souci du capital ainsi bradé. Elles conduisent aussi à une réduction du temps consacré à la Recherche. Cette réalité est aggravée par une avalanche de procédures d'évaluation dont les excès, largement dénoncés, mobilisent des moyens considérables et nous détournent de nos missions fondamentales : la Recherche et l'Enseignement. Il est grand temps que le Gouvernement nous entende : nous lui demandons instamment de suspendre sans délai l'ensemble de ces "réformes" pour ouvrir enfin un grand débat national sur l'Enseignement et la Recherche, dont les principaux acteurs ne soient pas exclus, y compris les jeunes chercheurs et les étudiants dont l'inquiétude est aujourd'hui aussi profonde que la nôtre. Nous lançons un appel à toutes les Universités françaises et à toutes les institutions de Recherche, afin qu'elles unissent leurs voix pour une coordination nationale des actions à même de défendre les valeurs républicaines de liberté et de laïcité du monde de l'Éducation, de la Science et de la Recherche.

Collectif des Appels de Strasbourg (14 janvier 2009)